

**Loi****portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne**

du 17 décembre 1999

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 21 mars 1997 sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LIM)<sup>1)</sup>,

vu l'article 47 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**SECTION 1 : Dispositions générales**

But, champ  
d'application  
territorial

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi vise à édicter les dispositions d'exécution de la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (dénommée ci-après : «LIM»).

<sup>2</sup> Elle s'applique aux communes dont le territoire est situé dans la Région Jura en vertu du droit fédéral.

Mesures

**Art. 2** La réalisation des objectifs et des politiques de développement fixés par la LIM est encouragée par les mesures suivantes :

- a) l'octroi d'une aide aux investissements (articles 4 ss LIM);
- b) la collaboration avec l'organisme de développement régional (article 15 LIM);
- c) l'élaboration d'un programme de développement régional (article 16 LIM);
- d) l'établissement d'un programme d'action pluriannuel (article 17 LIM).

Autorités, tâches

**Art. 3** <sup>1</sup> Le Gouvernement assume les tâches suivantes :

- a) statuer sur les programmes de développement régionaux;
- b) veiller à l'harmonisation du programme de développement régional et du plan directeur cantonal;
- c) proposer à la Confédération les modifications mineures du champ d'application territorial (article 2 LIM);
- d) modifier la composition des régions, d'entente avec les cantons et les communes intéressées (article 3 LIM).

<sup>2</sup> Le Département de l'Economie (dénommé ci-après : "Département") est notamment chargé de :

- a) surveiller l'application de la LIM, sauf disposition particulière de la présente loi;
- b) statuer sur le programme d'action pluriannuel et sur le système d'évaluation des projets;
- c) émettre les directives nécessaires.

<sup>3</sup> Le Service de l'économie exécute les tâches confiées au Canton par la LIM, en particulier :

- a) l'octroi de prêts conformément au système d'évaluation des projets;
- b) la surveillance des garanties à fournir;
- c) le remboursement des prêts cantonaux et la réalisation des garanties;
- d) la coordination des activités de l'organisme de développement régional.

Organisme de  
développement  
régional

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Gouvernement désigne un organisme de développement régional.

<sup>2</sup> L'organisme de développement régional assume les tâches qui lui sont assignées par la LIM.

## SECTION 2 : Aide aux investissements

Principes

**Art. 5** <sup>1</sup> L'Etat soutient des projets ou des programmes d'infrastructure qui correspondent aux conditions et critères posés par le droit fédéral et cantonal et dont le financement n'est pas assuré en totalité.

<sup>2</sup> Seuls des projets ou des programmes d'infrastructure figurant au programme d'action pluriannuel peuvent bénéficier du soutien de l'Etat.

<sup>3</sup> L'aide est allouée sous forme de prêts financés par la Confédération dans le cadre des limites fédérales.

<sup>4</sup> Nul ne peut se prévaloir d'un droit à bénéficier d'un prêt financé par la Confédération.

Examen des  
requêtes

**Art. 6** L'organisme de développement régional examine et contrôle les requêtes; il les transmet, avec sa proposition, au Service de l'économie.

Décision

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Service de l'économie vérifie la demande, détermine le montant du prêt et arrête les conditions et charges.

<sup>2</sup> Il communique la décision au requérant et à la Confédération.

Réalisation,  
décompte et  
convention

**Art. 8** <sup>1</sup> Après la réalisation partielle ou totale du projet, le requérant adresse le décompte à l'organisme de développement régional qui le vérifie, notamment sous l'angle des conditions et des charges arrêtées par la décision.

<sup>2</sup> L'organisme de développement régional transmet sa proposition au Service de l'économie.

<sup>3</sup> Le Service de l'économie détermine le montant et établit la convention avec le bénéficiaire; la convention sert de base au versement du prêt et au remboursement des annuités.

Participation  
cantonale  
équivalente

**Art. 9** <sup>1</sup> L'octroi d'un prêt fédéral est lié à une participation financière équivalente du Canton.

<sup>2</sup> En cas de besoin, le Service de l'économie octroie un prêt cantonal assurant une participation financière équivalente.

<sup>3</sup> Le prêt cantonal a un caractère subsidiaire; il ne justifie ni refus ni réduction de prestations financières basées sur d'autres dispositions légales.

<sup>4</sup> Le prêt cantonal est octroyé aux conditions du prêt fédéral.

<sup>5</sup> Au cas où le prêt cantonal est de faible importance, il peut être remplacé par une subvention non remboursable assurant une participation financière équivalente.

Garanties

**Art. 10** Le Service de l'économie veille à ce que les garanties des aides aux investissements soient suffisantes.

Remboursement,  
recouvrement

**Art. 11** Le Service de l'économie veille au remboursement des prêts cantonaux et procède, le cas échéant, aux actes de recouvrement nécessaires.

### SECTION 3 : Collaboration avec l'organisme de développement régional

Organisation

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service de l'économie collabore avec l'organisme de développement régional; il peut lui confier des tâches de préparation et d'exécution.

<sup>2</sup> L'organisme de développement régional assiste le Service de l'économie dans ses tâches et prépare les dossiers.

#### **SECTION 4 : Programme de développement régional et programme d'action pluriannuel**

Programme de  
développement  
régional

**Art. 13** <sup>1</sup> L'organisme de développement régional élabore le programme de développement régional sur la base des orientations fournies par la Confédération et le Département, et le transmet au Service de l'économie.

<sup>2</sup> Le Service de l'économie assure la coordination avec les services concernés, en particulier par rapport au plan directeur cantonal; il soumet le programme au Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement statue sur le programme de développement régional et arrête les mesures de cohérence nécessaires.

Programme  
d'action  
pluriannuel

**Art. 14** <sup>1</sup> L'organisme de développement régional établit le programme d'action pluriannuel qu'il met à jour chaque année; il doit être conforme au plan directeur cantonal.

<sup>2</sup> Le Service de l'économie examine le programme d'action pluriannuel ainsi que les mises à jour et les soumet à l'approbation du Département après avoir requis, au besoin, le préavis des services intéressés.

<sup>3</sup> Le Service de l'économie transmet le programme d'action pluriannuel aux autorités fédérales.

#### **SECTION 5 : Financement**

Aides cantonales

**Art. 15** <sup>1</sup> L'Etat finance les prêts cantonaux. Ils sont portés au budget d'investissement du Service de l'économie.

<sup>2</sup> L'Etat participe aux frais de fonctionnement de l'organisme de développement régional en fonction des tâches qu'il assume. Le Département en fixe le montant; ce dernier est imputé au budget de fonctionnement du Service de l'économie.

Pertes

**Art. 16** <sup>1</sup> L'Etat assume les pertes résultant du non-remboursement des prêts cantonaux et la moitié des pertes relatives aux prêts fédéraux.

<sup>2</sup> Les pertes sont imputées au budget d'investissement du Service de l'économie.

Rapport  
quadriennal

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Service de l'économie établit un rapport quadriennal sous la forme d'un décompte détaillé et le transmet aux autorités fédérales.

<sup>2</sup> A sa demande, la commission parlementaire de l'économie peut être informée sur ce rapport.

## SECTION 6 : Voies de recours

**Art. 18** Les décisions du Département et du Service de l'économie sont sujettes à recours devant la commission de recours du Département fédéral de l'économie publique.

## SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation

**Art. 19** La loi du 6 décembre 1978 portant introduction à la loi fédérale du 28 juin 1974 sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne est abrogée.

Référendum

**Art. 20** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 21** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 17 décembre 1999

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Froidevaux  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

<sup>1)</sup> RS 901.1  
<sup>2)</sup> RSJU 101  
<sup>3)</sup> 1<sup>er</sup> mars 2000